

Synopsis

I) Introduction

La longue histoire des relations anglo-turques remonte à l'ère des capitulations accordées par la Sublime Porte à l'Angleterre. C'est en 1580 que l'Empire ottoman et l'Angleterre échangèrent les premières lettres diplomatiques afin de promouvoir le commerce entre les deux pays. A peu près trois siècles plus tard, la reine Victoria prit la décision de porter secours à l'Empire ottoman qui avait déclaré la guerre à la Russie: en 1854, les forces armées françaises, anglaises et par la suite italiennes, participèrent à la guerre de Crimée. A la veille de la guerre 1914-1918, ce sont les Allemands qui devinrent les Alliés des Turcs; la Grande-Bretagne et la Turquie se trouvèrent, par conséquent, dans des camps adverses. A la fin de la guerre, la politique pro-grecque du Premier ministre britannique Lloyd George ne pouvait en rien améliorer les relations d'avant-guerre. Le 24 juillet 1923 fut signé le traité de Lausanne, traité par lequel fut aboli, le Régime des capitulations en Turquie. Cet obstacle une fois levé, et la Turquie ayant fait 'peau neuve', plus rien n'entravait la reprise des relations avec la Grande-Bretagne.

II) Les Relations anglo-turques

Sir Ronald Lindsay et sir George Clerk, successivement ambassadeurs de Grande-Bretagne à Ankara dans les années vingt et au début des années trente, oeuvrèrent pour un rétablissement de l'amitié entre leur pays et la Turquie, brisée par la guerre. Les efforts fournis étaient énormes au niveau diplomatique, car sur le plan politique les deux pays affichaient un manque de sympathie réciproque. Sir Percy Loraine qui, en 1933, succéda à sir George Clerk, intensifia ses efforts auprès de son gouvernement et de celui d'Ankara, surtout après qu'Atatürk lui fit part de ses craintes au sujet de la montée en puissance de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie. La visite officieuse, en 1936, du roi Edward VIII, eut un impact plus que favorable sur Atatürk et la nation turque. L'homologue de sir Percy à Londres, Ali Fethi Okyar, pouvait aussi se féliciter de la reprise des relations, et la visite du roi d'Angleterre était un signe positif indiscutable des pourparlers diplomatiques.

L'accord anglo-turc de 1939 se concrétisa le 12 mai de la même année en une déclaration anglo-turque. Les Français signèrent, de leur côté, une déclaration franco-turque le 23 juin 1939, le jour même de la cession du Sandjak d'Alexandrette à la Turquie. Le 19 octobre 1939 les trois pays signèrent le traité tripartite, qui est toujours en vigueur: le but de ce traité était d'établir la sécurité ainsi que la paix, mais aussi de promouvoir une forte coopération économique et financière entre les trois signataires.

Au début de la Deuxième Guerre mondiale, la Turquie adopta une position de non-belligérance et déclara que son armée ne possédait pas l'armement nécessaire pour participer à un conflit mondial, dont elle ne comprenait pas l'enjeu.

Le 17 février 1941, la Turquie signa un traité de non-agression avec son voisin, la Bulgarie, ce qui déplut aux Yougoslaves, aux Grecs, mais aussi aux Britanniques et aux Américains. Les Turcs continuaient à s'abstenir d'entrer en guerre redoutant des représailles allemandes sur les villes d'Istanbul, d'Izmir ou d'Ankara. Toutefois, cette non-belligérance devait permettre à une grande partie du monde musulman de rester en dehors du conflit.

Le 18 juin 1941, la Turquie et l'Allemagne signèrent un pacte de non-agression pour une durée de 10 ans. Franz von Papen, l'ambassadeur d'Allemagne à Ankara, profita de cette victoire diplomatique pour répandre une rumeur concernant la stupeur dans laquelle se trouvaient les Alliés à l'annonce de ce pacte.

Officiellement, les Alliés affichaient un étonnement évident et continuaient à affirmer que le traité tripartite de 1939 restait le dénominateur commun des intérêts de la Turquie vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Mais Londres ne tarda pas à faire une mise au point: la signature du pacte n'avait pas été une surprise comme certains milieux voulaient le faire croire. Le gouvernement turc les avait tenus au courant des pourparlers et de l'éventualité d'un accord. Les Américains qui n'appréciaient guère la signature du pacte stoppèrent toute aide à la Turquie pendant un mois, mais à la suite des conseils britanniques, ils reprirent petit à petit les livraisons. Le 22 juin 1941, à l'annonce de l'attaque allemande contre l'Union Soviétique, la Turquie fit une déclaration de stricte neutralité.

Un sujet de discorde entre la Turquie et les deux belligérants, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, fut le chrome turc. Jusqu'en 1943, la Turquie avait réservé sa production de chrome à la Grande-Bretagne, mais comme cette dernière n'avait pas exprimé le désir de prolonger le contrat, ce qui était une erreur de tactique commerciale et diplomatique, la Turquie se sentit libre de signer le 9 octobre 1941, un accord de livraison de chrome à l'Allemagne pour les années 1943 et 1944, en échange d'acier ainsi que de matériel de guerre allemand. Les Allemands, profitant de leur pacte avec la Turquie, envoyèrent à Ankara des émissaires tels que le Dr. Clodius et Jacques Benoist-Méchin pour conclure des traités économiques, et pour obtenir la permission de faire transiter des troupes, des armes et du matériel militaire à destination de l'Irak et de la Syrie.

L'année 1942 allait se révéler difficile pour la Turquie au fur et à mesure que le conflit s'élargissait, et que l'armement, qu'elle recevait des Britanniques et des Américains, demeurait à un niveau insuffisant. Cette insuffisance en armements augmentait les craintes de la Turquie vis-à-vis des Soviétiques, surtout depuis la défaite allemande à Stalingrad.

En juin 1943, Winston Churchill se rendit pour la première fois en un pays neutre,

la Turquie, pour rencontrer Ismet İnönü à Adana, ville située au sud de l'Anatolie. La réunion eut lieu dans le secret, échappant même au service d'espionnage de l'ambassade d'Allemagne à Ankara. A Adana, Churchill put se rendre compte de l'état dans lequel se trouvait l'armée turque et il accepta de lui livrer gratuitement des munitions anglaises et américaines afin de la renforcer. En revanche, les Alliés désiraient que la Turquie attaque les Balkans, mais ils la laissèrent libre de ses propres décisions. Adana avait permis aux Britanniques et aux Turcs de se mieux connaître. Toutefois, après la capitulation de l'Italie, les Alliés intensifièrent leurs pressions sur la Turquie à tel point qu'en juin le Premier ministre turc Sükrü Saracoglu jugea opportun de déclarer que son pays avait l'intention de garder de bonnes relations avec l'Allemagne.

Deux mois plus tard, lors de la conférence de Québec, les Alliés prirent la décision de ne pas demander l'entrée en guerre de la Turquie, mais exigèrent qu'elle applique rigoureusement la convention de Montreux en interdisant tout passage des navires allemands par les Détroits. Ils demandèrent aussi au gouvernement turc d'arrêter toute livraison de chrome à l'Allemagne. Les Alliés décidèrent, aussi, de poursuivre l'aide militaire à la Turquie et d'améliorer les installations militaires, les pistes d'envols et le réseau routier. En octobre 1943 eut lieu la conférence de Moscou, où il fut décidé de demander des bases aériennes aux Turcs, et que le temps était venu d'accélérer leur entrée en guerre. Devant un refus turc, les Alliés devaient une fois encore comprendre que la Turquie n'était pas tout à fait prête. Pour les Allemands, l'ouverture de bases aériennes aurait été interprétée comme un passage à la belligérance, donc un acte de guerre. Toutefois à la fin de l'année 1943, la Turquie s'engagea vers une co-belligérance en faveur des Alliés. En effet, la conférence de Téhéran en novembre 1943 et la deuxième conférence du Caire en décembre de la même année devaient pousser les Turcs vers l'acceptation d'une belligérance de principe. Mais rien n'était encore joué. L'arrivée, en janvier 1944, d'une délégation britannique en Turquie fut un échec total. Les Britanniques, ne pouvant satisfaire la longue liste des demandes turques, menacèrent la Turquie de demeurer isolée dans le monde d'après-guerre. Les Turcs, de leur côté, dénonçaient l'insuffisance des livraisons d'armements effectuées, ce qui était contraire aux engagements pris par les Alliés.

Le malaise se transforma en une méfiance réciproque à tel point que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis s'abstenaient de révéler à la Turquie leurs plans de guerre, craignant que l'Allemagne n'en prenne connaissance. D'autre part les livraisons de chrome turc vers la Grande-Bretagne diminuaient tandis qu'elles augmentaient en direction de l'Allemagne. Les Britanniques et les Américains envoyèrent le 14 avril 1944 une note de protestation au gouvernement turc. La réaction de la part des Turcs fut presque immédiate. Les Alliés reçurent une promesse d'étroite coopération, ainsi qu'un arrêt total de toute exportation de chrome vers l'Allemagne à partir du 21 avril 1944. Cette nouvelle phase dans les relations était aussi la fin de la non-belligérance turque. Mais il y avait encore des

points à élucider. En juin 1944 les Britanniques protestèrent auprès de la Turquie au sujet du passage des navires allemands de la mer Noire vers les Dardanelles et la mer Egée. C'était, en effet, une violation de la convention de Montreux: les bateaux déguisés en navires marchands n'étaient que des garde-côtes allemands et, arrivés en mer Egée, ils avaient pour but de renforcer la flotte allemande. Les échanges de notes diplomatiques entre Britanniques et Turcs devaient aboutir à la démission de Numan Menemencioglu, ministre des Affaires étrangères du gouvernement turc. Les Alliés pouvaient être, à présent, satisfaits des mesures prises par le gouvernement de Sükrü Saracoglu. Le 2 août 1944, la Turquie décida de rompre ses relations avec l'Allemagne. Le 23 février 1945 elle déclara la guerre à cette dernière ainsi qu'au Japon.

Il y eut aussi, pendant la guerre, l'affaire Cicéron qui fit surface en 1944. De fait, on avait constaté que des fuites d'information se produisaient à l'ambassade de Grande-Bretagne et que les Allemands récupéraient ces renseignements secrets. Les documents étaient photographiés par Elyesa Bazna, alias Cicéron, valet de chambre de sir Hughe Knatchbull-Hugessen, ambassadeur britannique à Ankara, pendant que ce dernier dormait ou prenait son bain, et les films ainsi obtenus étaient ensuite vendus à Ludwig C. Moyzisch, attaché commercial de l'ambassade d'Allemagne à Ankara, contre des livres sterling qui se sont avérées être des faux. C'est une affaire qui a suscité maintes interprétations et cela se comprend lorsqu'on sait qu'un des plus importants documents que les Allemands reçurent alors, avait été celui concernant l'Opération Overlord. Les dirigeants allemands à Berlin affichaient leur scepticisme devant tous ces documents secrets obtenus à Ankara, même si von Papen leur attribuait "une valeur" inestimable. Cicéron était-il manipulé par les services secrets britanniques? De nombreux commentateurs le pensent. Mais une autre explication paraît fort plausible: on relève, en effet, celle qui repose sur la négligence de l'ambassadeur britannique lui-même, qui, contrairement aux règlements internes, emportait dans son domicile, des documents qui auraient dû être déposés dans les coffres de l'ambassade. Cette négligence avait déjà été commise par sir Hughe alors qu'il était ministre à la légation de Riga (port de la mer Baltique) dans les années trente.

L'immédiate période d'après-guerre a été marquée par une sérieuse détérioration des relations soviéto-turques. Les Soviétiques n'avaient jamais approuvé le traité tripartite anglo-franco-turc et ne pouvaient tolérer que la Turquie se trouve dans la sphère d'influence britannique. L'U.R.S.S. commença par dénoncer en mars 1945 le traité de neutralité signé en 1925. Le 25 juin elle envoya une note diplomatique pour demander aux Turcs la révision en sa faveur de la convention de Montreux au sujet des Détroits afin d'installer des bases lui permettant de contrôler le Bosphore et les Dardanelles conjointement avec la Turquie. Le 4 juin 1946, Ernest Bevin, secrétaire d'Etat au Foreign Office, affirma que la Turquie était un pays indépendant et qu'il était hors de question que la Russie soviétique porte atteinte à cette indépendance.

La victoire des travaillistes britanniques en 1945 devait ouvrir la porte du Moyen-Orient aux Américains: en effet le gouvernement d'Attlee demanda aux Etats-Unis de prendre en charge l'aide à la Grèce et particulièrement à la Turquie car il ne pouvait plus en assumer les dépenses financières énormes.

En 1947, les Turcs réaffirmaient l'importance de l'alliance anglo-turque qui restait aussi forte que jamais, et louaient les services que la Grande-Bretagne leur avait rendus dans le passé. La Turquie comprenait parfaitement les raisons pour lesquelles la Grande-Bretagne n'était plus en mesure d'honorer la totalité de ses engagements et avait dû demander aux Etats-Unis de le faire à sa place. Le gouvernement turc ne pouvait qu'apprécier la sincérité et la loyauté de la Grande-Bretagne. Le 21 juillet une escadre britannique se rendit en visite en Turquie afin de montrer aux Soviétiques que l'alliance anglo-turque était toujours vivante. Le 2 novembre, le Président Ismet İnönü déclara à une délégation britannique en visite en Turquie que les relations entre les deux pays et les deux peuples demeuraient "entières et sincères, consolidées par des intérêts et un idéal communs"¹.

En 1950 la Turquie demanda son adhésion à l'O.T.A.N. Les Etats-Unis la soutenaient tandis que la Grande-Bretagne pensait que les Turcs auraient pu jouer un meilleur rôle dans une organisation ayant pour but la défense du Moyen-Orient. Mais l'envoi par la Turquie de troupes en Corée devait assouplir la politique du gouvernement britannique, et deux ans plus tard, elle fut admise à l'O.T.A.N. en même temps que la Grèce.

1952 fut aussi une année spéciale concernant les relations anglo-turques. Elle fut marquée par la visite à Londres du Premier ministre turc Adnan Menderes: c'était la première fois, depuis la naissance de la République, qu'un président du Conseil turc se rendait en visite officielle en Grande-Bretagne. Menderes désirait faire part à ses interlocuteurs que la Turquie ne souhaitait pas dépendre militairement uniquement des Etats-Unis et que les Britanniques ne laissent pas le champ libre aux Américains. Mais tel n'était pas l'avis du Parti travailliste britannique qui pensait qu'il allait de l'intérêt de la Turquie de collaborer d'avantage avec les Etats-Unis.

Le 24 février 1955, la Turquie, suivie quelques mois plus tard par la Grande-Bretagne (5 avril 1955), le Pakistan (23 septembre 1955) et l'Iran (3 novembre 1955), signait un accord avec l'Irak qui devait être connu sous le nom du pacte de Bagdad. Donc, dans ces débuts des années cinquante la collaboration anglo-turque se retrouvait au sein de l'O.T.A.N. et du récent pacte, et qui, avec le départ de l'Irak, suite à un changement de régime en 1958, devint le CENTO (Central Treaty Organization).

La révolution turque de 1960 restait fidèle à toutes les alliances internationales que la Turquie avait signées. Le début des années soixante-dix furent marquées par un deuxième coup d'Etat en Turquie, puis par la visite de la reine Elizabeth II, 35 ans

après celui de son oncle, le roi Edward VIII. En juillet 1974, le putsch grec à Chypre amena la Grèce et la Turquie à deux pas de la guerre et à l'invasion de l'île par l'armée turque. En septembre 1980, dix ans après le deuxième coup d'Etat, la Turquie subissait une troisième révolution.

La première personnalité occidentale à effectuer, sept mois plus tard, une visite officielle à Ankara, a été un britannique, sir Ian Gilmour, lord du Sceau privé, qui exprima sa confiance totale au retour rapide de la démocratie en Turquie. Au Conseil de l'Europe, la Turquie devait faire face à de nombreux opposants grecs, travaillistes britanniques et autres socio-démocrates, qui demandaient son expulsion du conseil. En revanche, elle comptait parmi ses défenseurs sir Frederic Bennett et d'autres parlementaires conservateurs britanniques. Ainsi la Turquie fut maintenue au sein du Conseil de l'Europe.

III) Les Relations anglo-turques et Chypre

Les Ottomans devinrent maîtres à Chypre en 1571. Ce n'est que le 4 juin 1878, lors de la signature du Cyprus Convention, que la Grande-Bretagne faisait son apparition dans cette partie de la Méditerranée pour occuper et administrer l'île avec le consentement du Sultan Abdul Hamid. Le but que les conservateurs britanniques s'étaient fixé était d'empêcher l'expansion russe et donc de protéger les Ottomans, mais aussi de surveiller de près la route des Indes. Lors de la Première Guerre mondiale, les Turcs s'étant alliés aux Allemands, la Grande-Bretagne prit la décision, le 5 novembre 1914, d'annexer l'île à la Couronne britannique. Aussitôt les Chypriotes grecs commencèrent à faire pression sur les Britanniques afin que l'île soit unie à la Grèce. Ce fut le début de la lutte pour l'Enosis (l'Union avec la Grèce). Des dirigeants britanniques tels que William E. Gladstone, Joseph Chamberlain, sir Edward Grey, Lloyd George, Ramsay MacDonald, Winston Churchill, et Clement Attlee promettaient bien de céder Chypre à la Grèce au cours de leurs discours politiques, mais ces promesses ne furent jamais tenues. Chypre, devenue une Crown Colony en 1925, avait, pour les conservateurs britanniques, une très grande importance au sein l'Empire britannique dont elle faisait partie.

La Turquie se tenait silencieuse par respect pour le nouveau propriétaire de l'île. Mais, au fur et à mesure que les énosistes augmentaient leur pression, les Turcs aussi commençaient à se faire entendre. C'est en 1954 que Chypre devint une affaire tripartite anglo-gréco-turque et puis une affaire internationale lorsque la Grèce, désirant obtenir l'autodétermination pour Chypre, déposa une motion officielle aux Nations Unies: ce fut le début d'un véritable conflit intercommunautaire. En 1955, l'Organisation Nationale des Combattants Chypriotes (E.O.K.A.), anticommuniste et prohellène, fondée par le général Grivas, augmentait ses violences contre l'administration britannique de l'île, et aussi contre les Chypriotes turcs qui se rangeaient du côté des britanniques. Contre

les violences chypriotes grecques, les Chypriotes turcs répondirent à leur tour par la violence en constituant un groupe terroriste appelé VOLKAN. Les événements du 6 septembre 1955 à Istanbul et à Izmir, prirent des proportions inattendues avec les pillages et attaques de magasins, d'églises et de cimetières grecs. C'est la rumeur qu'une bombe avait été placée dans la maison natale d'Atatürk à Salonique en Grèce qui avait déclenché les manifestations et qui se traduisirent par des débordements incontrôlables.

En 1956, le terrorisme allait en s'amplifiant à Chypre, à tel point que le gouvernement de Harold Macmillan prit la décision très contestée, de déporter l'Archevêque Makarios aux îles Seychelles. Il ne l'autorisa à retourner à Chypre qu'en 1959. La Turquie, qui au début des années cinquante, demandait aux Britanniques de faire leur possible pour faire respecter la loi à Chypre, exigeait, face aux partisans de l'énosis, la partition de l'île, thèse qui fut maintenue jusqu'en 1960. En 1959 la Conférence de Zurich et plus tard celle de Londres allaient transformer Chypre en une république indépendante au sein du Commonwealth avec un chypriote grec pour président, ce fut l'Archevêque Makarios, et un chypriote turc pour la vice-présidence ce fut le Dr. Fazil Küçük. La nouvelle république ne devait pas connaître une paix durable. Dès le début, la constitution montra certains dysfonctionnements au détriment des Chypriotes turcs: alors les violences éclatèrent de nouveau entre les deux communautés. A deux reprises la Turquie avait montré, par des signes et des messages qui ne laissaient aucun doute, sa volonté de jouer pleinement son rôle de pays garant et d'intervenir dans l'île pour rétablir la constitution de 1960. Mais à deux reprises les Américains, présents désormais sur la scène Chypriote, les empêchèrent d'agir.

Les violences continuèrent jusqu'au 15 juillet 1974, jour où le gouvernement de Makarios fut renversé par des officiers grecs qui faisaient partie de la Garde nationale chypriote. La Turquie consulta la Grande-Bretagne pour obtenir la permission d'utiliser les bases militaires britanniques à Chypre afin de débarquer un contingent de l'armée turque. Le refus britannique était sans équivoque. Le gouvernement travailliste refusa aussi d'intervenir conjointement avec la Turquie pour rétablir la 'paix' dans l'île. Cette fois les Turcs réussirent à débarquer, sans que le gouvernement Américain, encore sous le choc de Watergate, puisse les en empêcher comme dans le passé. Les Turcs divisèrent l'île en deux et en 1975, Rauf Denktas, leader de la communauté chypriote turque, devint le président de l'Etat Fédéré Turc de Chypre. C'est Denktas qui devait proclamer en 1983 la République turque du Nord de Chypre, qui n'est reconnue à ce jour que par la Turquie.

IV) Conclusion

Les relations anglo-turques ont traversé au fil des siècles de nombreuses turbulences politiques, diplomatiques et économiques. Mais l'esprit des relations

cordiales a toujours su reprendre le dessus. La neutralité stricte ou active de la Turquie fut très critiquée tantôt par les Alliés, tantôt par l'Axe. Mais ce qu'il faut retenir de cette époque doit être une Turquie qui, avec l'enthousiasme d'Atatürk et de quelques ambassadeurs turcs et britanniques, réussit à renouer avec la Grande-Bretagne; malgré ses critiques le gouvernement britannique était tout à fait conscient que la neutralité turque lui avait rendu bien des services, en empêchant une extension du conflit au Moyen-Orient. Dans la période d'après-guerre, les britanniques, qui se firent remplacer par les Américains au Moyen-Orient, continuèrent, toutefois, à faire sentir leur présence auprès des Turcs. Ils firent leur possible, avec les Américains, pour protester très fermement auprès des Soviétiques qui dévoilaient leurs visées sur les Détroits turcs et qui menaçaient l'intégrité de la Turquie.

Quant à Chypre, l'attitude respective des conservateurs et des travaillistes britanniques a été d'un très net clivage, mais qui perdit de sa force après la naissance de la république en 1960. Les Chypriotes grecs s'étaient toujours sentis soutenus par les membres philhellènes du Parti travailliste qui leur promettaient l'autodétermination, autrement dit l'union avec la Grèce. Quant aux Chypriotes turcs, ils étaient, avec l'administration britannique de l'île, la cible de l'E.O.K.A. Ceci les rapprochait petit à petit des dirigeants, et au fil des années les membres proturcs du Parti conservateur les incitèrent à revendiquer la partition de l'île. C'est ainsi que les deux grands partis politiques britanniques s'étaient partagés les deux communautés qu'ils manipulaient très certainement à travers la Grèce et la Turquie.

Toutefois, la responsabilité de la Grande-Bretagne vis-à-vis de Chypre, en tant que pays garant, devenait de plus en plus difficile à gérer, surtout après la proclamation de la république. En 1974, le gouvernement travailliste s'attribua un rôle de conciliateur entre Grecs et Turcs, plutôt qu'un rôle d'intervenant comme le lui permettait le traité de garantie, et que la Turquie sut appliquer sans tarder. En se donnant la liberté de choisir un rôle de conciliateur, la Grande-Bretagne avait réussi, se rappelant du passé récent à Chypre, et du présent en Irlande de Nord, à ne pas réimpliquer ses troupes dans un combat sans issue, et de ce fait elle décida de 'déposer le fardeau' qu'elle avait hérité des Turcs en 1878.

(1) *The Times*, 3 avril 1947.

Copyright Michael Riccioli 1997

[Back to home page](#)